

étant chancelier de l'échiquier et *leader* de la Chambre des Communes. Malgré un de ses discours de quatre ou cinq heures sur le budget, qui sont le tour de force des ministres anglais, notre chancelier de l'échiquier ne put imposer les propositions à la majorité formée par la coalition des peulites et des whigs. Ce que gagna M. Disraeli à ce premier et court passage aux affaires, ce fut l'apprentissage de l'art si important du maniement de la chambre : ses adversaires whigs et radicaux, reconnaissant avec empressement l'habileté complaisante qu'il apportait dans ses relations avec les membres, l'habileté assidue avec laquelle il dirigeait l'expédition des affaires. Un second ministère, encore abrégé par une coalition des peulites, des whigs et des radicaux, qui fit échouer le premier bill de réforme présenté par M. Disraeli, accrut son autorité et sa popularité comme *leader* de la Chambre. Ce fut alors que le vieux *Parn* devint *premier* et pratiqua avec tant de succès l'art de tout endormir. La réforme parlementaire était à ce moment la chose énigmatique qui inquiétait tout le monde, quoiqu'elle eût été la promesse de plusieurs discours de la couronne et l'engagement de tous les partis. Lord Palmerston endurant, badinait avec cette question, la repoussait doucement dans l'avenir et soulageait tout le monde.

Ce fut la cause de la popularité du ministère de ce fin matois qui se donnait pour le chef du grand parti libéral, mais qui prenait principalement son point d'appui sur les Tories, lesquels se souvenaient de l'avoir possédé dans leurs rangs. La durée de ce couchant de la carrière de Lord Palmerston dut plus d'une fois impatienter et M. Bright, le promoteur inflexible de la réforme et M. Disraeli, qui se voyait affaibli dans son parti par l'émergente popularité du premier ministre. La mort de Lord Palmerston changea tout. L'échéance de la réforme était arrivée. La Chambre des Communes se cabra une première fois sous le bill de M. Gladstone, patroné par M. Bright. Il était réservé à M. Disraeli de l'amaigrir par des avances et des caresses. Il choisit un principe simple, donné par les traditions anglaises, le principe de suffrage établi sur le domicile, le *household suffrage*, et eut l'air d'abandonner à la Chambre le soin de faire les détails de la loi. Le bill de réforme deviendrait ainsi l'œuvre de la Chambre des Communes. Dans cette vaste et longue délibération, M. Disraeli développa une ampleur imprévue de moyens, l'esprit de transaction et la fermeté persévérante, le *labour assidu* et la bonne humeur continuelle. Il se montra le *great commander* de ce temps, comme un appelait autrefois les grands hommes d'état qui eurent le don de conduire et de personnifier en eux l'assemblée populaire. Il fut maître d'une situation incomparable; même avant la démission du noble comte de Derby, il était premier ministre.

L'avènement de M. Disraeli n'est donc point une surprise, c'est l'effet de son mérite et la récompense que lui décerne loyalement la libre opinion de son pays. Aussi les arrangements de M. Disraeli pour la reconstruction de son cabinet ne pouvaient être traversés d'aucune difficulté; et l'avenir, qui est loin d'être serain, verra à la tête de l'empire britannique des ministres habiles et d'une grande force d'esprit politique.

Pendant ce temps là un spectacle non moins admirable nous est donné de l'autre côté de la Manche, par les délibérations des chambres françaises au sujet de la nouvelle loi sur la presse. M. Rouher, habilement aidé du nouveau ministre de l'intérieur, M. Pinard, a courageusement tenu tête aux efforts réunis des terribles jouteurs qui ont nom Thiers, Berryer, Favre, Olivier et autres. Quelques incidents, qui auraient pu avoir de graves conséquences, ont interrompu le cours des débats, et, un moment, on s'est attendu à une bataille rangée. Le Président par *interim*, M. Jérôme David, a dû quitter son siège après avoir cherché en vain à rétablir l'ordre. Des gants ont été jetés de gauche à droite, on a parlé de cartels et de duels; mais ces bruits et ce tumulte se sont évanouis devant l'imposante solennité de la plus haute éloquence qui ait été entendue depuis de longues années.

La loi sur la liberté de la presse, poussée par la main vigoureuse de M. Rouher, a passé sur le corps de l'opposition qui a cédé un nombre plutôt qu'un talent et à la raison. L'opposition se plaint que cette liberté tant réclamée, on la dépouille de ses chaînes, il est vrai, mais qu'on l'enferme dans des liens textiles qui, par leur nombre, créent des entraves non moins pesantes. L'idée de l'Empereur n'a pas en, selon elle, un entier développement, on est resté en deça des franchises qu'il a voulu accorder. On conçoit que les journaux partant de cette idée n'ont pas manqué de déchiqneter et de lacérer le projet de loi soumis à la discussion. L'Empereur est sauf; les dépositaires de sa confiance sont seuls responsables des restrictions apportées à ses intentions libérales.

Une chose plus importante, quoique plus éloignée, doit préoccuper la France dans ce moment, c'est la famine qui sévit si mortellement en Algérie et dans quelques autres de ses colonies. On a donné pour une des causes de ce fléau, la mauvaise administration de l'autorité coloniale. Mais, quoiqu'il en soit, il n'est pas moins vrai que les détails qui nous sont parvenus de nature à émuoir et même à glacer d'horreur les cœurs les moins sensibles. On a vu des troupes d'arabes (c'est l'expression) parcourant les campagnes, moins qu'à moitié vêtus, se nourrir de l'herbe des champs; se disputer les cadavres des animaux abandonnés à la pourriture, et même déterrer les morts pour soutenir leur vie. Dans les villes, ils s'arrachaient la nourriture jetée aux chiens, et leurs enfants mouraient de faim sous leurs yeux, malgré toute la charité et l'abnégation déployées par le clergé et quelques étrangers. La Prusse aussi a eu à souffrir de ce terrible fléau, mais bien moins cruellement que

l'Algérie. Au fait, bien peu de pays en Europe n'en ont pas senti quelques attaques, et tout porte à croire que c'était le plus fort contrepois aux goûts belliqueux et aux préparatifs de guerre. Aucune des grandes puissances n'aurait pu tenir ses innombrables troupes sur pied sans les exposer à la famine et sans ruiner le pays. C'est une vérité qui devient de plus en plus évidente, que la guerre, comme les procès ruine aussi bien le vainqueur que le vaincu. Le pillage, la dévastation des pays conquis ne sauraient plus être une compensation suffisante pour les dépenses nécessitées par l'armement et l'entretien d'une armée. Il n'y a plus de trésors qui tiennent, et ceux qu'on croit enlever au vaincu n'est assez souvent qu'une dette immense. Par la guerre, la fortune publique s'écoule dans des gouffres d'où elle remonte bien difficilement.

Quand les Etats-Unis retrouveront-ils ces immenses fortunes et cette belle opulence qu'une guerre fratricide a fait passer aux mains des étrangers? La Prusse ne se sent-elle pas saigner aujourd'hui sous la pointe de son glaive victorieux? et voyez l'Italie qui se tord dans les convulsions de l'agonie et cherche en vain à sortir du chaos de sa dette; son dernier budget accuse un déficit immense de près de trois cents millions. Les ministères ont beau se succéder, des hommes nouveaux ont beau travailler à tourner la difficulté, tous sont à bout d'expédients et la dernière heure du crédit italien va sonner bientôt.

Au milieu de cette crise financière, Rome paraît jouir en paix de ses récentes victoires et d'une heureuse médiocrité. Les zouaves pontificaux canadiens, dont nous parlions dans notre dernière revue, sont arrivés à Rome. Le Saint-Père les a accueillis avec une profonde émotion. Ils ont laissé sur leur passage la réputation de beaux et bons soldats et de la meilleure éducation. Les dernières nouvelles nous ont appris qu'ils étaient tous en bonne santé et fiers du sort qui les appelle à monter la garde aux portes mêmes du Vatican. Que l'amour de la Religion et de l'Eglise les soutienne au milieu des épreuves qui les attendent! Qu'ils nous reviennent tous un jour, couverts de lauriers, revoir leur famille et servir leur patrie. Espérons toutefois que nous ne serons pas de si tôt dans la nécessité de faire appel à leur expérience et à leur courage pour la défense du Canada. Nous jouissons d'une longue période de paix que notre Confédération ne semble que raffermir. La législature de la Province de Québec a été prorogée après une courte session qui a été, cependant, très-utile. Au nombre des *bills* qui ont reçu la sanction royale, les amis de l'éducation ont pu en remarquer avec plaisir deux qui ont rapport à l'instruction publique; nous en donnons le texte dans une autre page. Les travaux parlementaires sont repris à Ottawa; le choix de la route du chemin de fer intercolonial semble être la question qui intéresse le plus tout le monde, excepté toutefois les Néo-Écossais, qui ne veulent seulement pas accepter la Confédération comme un fait accompli.

À côté de ces grands deuil qui couvrent des nations entières, comme nous le disions tout à l'heure, on a vu se dresser des mausolées, signes de pertes moins immenses, mais qui n'ont pas causé moins de profondes douleurs. Plusieurs grands noms ont été effacés du livre de vie. C'est d'abord l'ancien roi Louis de Bavière. Il avait cessé de régner depuis plusieurs années; mais il n'en était pas moins aimé de ses anciens sujets. Roi plein de bon sens, s'il n'avait pas cherché à faire de la Bavière une grande puissance, il lui avait au moins donné parmi les gouvernements de l'Europe un rang que son petit fils, le roi actuel, n'aura peut-être pas l'énergie de conserver. Mais il s'est toujours montré plus artiste peut-être qu'homme d'état, et c'est dans l'étude des beaux-arts qu'il a passé les dernières années de sa vie. Ses faiblesses qu'on a pu lui reprocher ne feront pas oublier qu'il a fortement contribué à la renaissance du catholicisme en Allemagne et qu'il sut réunir autour de lui et protéger des hommes tels que Garres, Mehlher et Dellinger.

C'est ensuite un autre homme célèbre dont la mémoire se rapproche plus de nous, c'est le Très-honorable Sir Edmund Walker Head qui expirait à Londres le 28 du mois dernier, à sa résidence de Eaton Square, à l'âge encore peu avancé de 65 ans. Après avoir rempli différentes fonctions secondaires comme professeur à l'Université d'Oxford comme *Poor Law Commissioner*, il fut nommé Lieutenant-Gouverneur du Nouveau-Brunswick en 1847, poste qu'il quitta en 1854 pour celui de Gouverneur-Général du Canada. Rappelé en Angleterre en 1861 il fut bientôt nommé commissaire du service civil. La mort le surprit dans l'exercice de ces importantes fonctions.

Comme homme de lettres il laisse plusieurs ouvrages d'un grand mérite entr'autres *The Handbook of Spanish Painting* dont toute la presse a fait de grands éloges. Nous aimons à reconnaître sa profonde intégrité comme administrateur et son désir sincère de protéger les intérêts de l'éducation.

Ici, tout près de nous, presque dans nos bras, nous avons vu mourir un jeune homme à qui sa fortune et ses talents menageaient un brillant avenir, nous voulons parler de M. de Lusignan dont nous publions ailleurs une courte biographie.

Comme nous écrivions ces lignes nous avons appris la mort de M. Louis Dagenais, Pte. supérieur du séminaire de Ste. Thérèse. M. Dagenais était né à Ste. Rose en 1821; il fit ses études au séminaire de Ste. Thérèse, dont il était un des plus anciens élèves. C'est dans cette maison que s'est écoulée la meilleure partie de sa vie. Il en fut tour à tour l'ornement par son esprit et le soutien par les talents qu'il déploya, surtout dans le poste élevé qu'il occupait depuis plusieurs années.

M. Dagenais était aussi curé de Ste. Thérèse depuis dix ans.